



CHAPITRE 15

Loi modifiant la Loi des pensions

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
14, titre
remp.

1. Le titre de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) est remplacé par « Régime de retraite des fonctionnaires ».

Id., a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Temps
maxi-
mum.

« Pour le calcul de la pension, il n'est pas tenu compte de plus de trente-cinq ans de services. »

S.R., c.
14, a. 4,
remp.

3. L'article 4 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Fixation.

« **4.** La pension est fixée à 2% de la moyenne des traitements du fonctionnaire ou employé par année de service.

Réduc-
tion.

Toutefois, à compter du mois qui suit la retraite du fonctionnaire ou employé à raison d'infirmité ou le jour où il a atteint l'âge de la pension de vieillesse, la pension est réduite de 0.7% de cette moyenne par année de service postérieure au 1er janvier 1966 mais antérieure à cet âge.

Excep-
tion.

Cette réduction ne s'applique pas au fonctionnaire ou employé mis à la retraite en 1966 ou mis à la retraite à raison d'infirmité avant le 1er janvier 1970.

Calcul.

Elle ne se calcule pas sur la partie de la moyenne des traitements qui excède la

CHAPTER 15

An Act to amend the Pension Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The title of the Pension Act (Revised Statutes, 1964, chapter 14) is replaced by "Civil Service Superannuation Plan".

R.S., c.
14, title
replaced.

2. Section 3 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Id., s. 3,
am.

"In computing the pension, not more than thirty-five years of service shall be counted."

Maxi-
mum
time.

3. Section 4 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
14, s. 4, re-
placed.

"**4.** The pension shall be fixed at 2% of the average salary of the officer or employee per year of service.

Fixing
amount.

Nevertheless, from the month following the superannuation of the officer or employee by reason of infirmity or the day on which he has reached statutory old age, the pension shall be reduced by 0.7% of such average per year of service after the 1st of January 1966 but prior to such age.

Reduc-
tion.

Such reduction shall not apply to an officer or employee superannuated in 1966 or superannuated by reason of infirmity before the 1st of January 1970.

Excep-
tion.

It shall not be computed on that portion of the average salary which exceeds the

Compu-
tation.

moyenne du maximum des gains admissibles au sens du Régime de rentes du Québec pour les trois dernières années qui ont précédé la retraite du fonctionnaire ou employé.

Restriction.

Elle ne doit pas rendre la pension inférieure à 2% de la moyenne des traitements du fonctionnaire ou employé pour les années 1963, 1964 et 1965 par année de service avant le 1er janvier 1966.»

S.R., c. 14, a. 5, remp.

4. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Montant minimum.

« **5.** Le montant de toute pension ou demi-pension autre que celle prévue à l'article 23 est porté à neuf cents dollars par année déduction faite du montant initial de la rente universelle tant que le titulaire n'a pas atteint l'âge de la pension de vieillesse, ou ne peut profiter de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'aide aux invalides. »

S.R., c. 14, a. 6, ab.

5. L'article 6 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 14, ab.

6. L'article 14 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 16, mod.

7. L'article 16 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Retenue sur traitement.

« **16.** Il est fait sur le traitement annuel de tout fonctionnaire ou employé public à qui s'applique la présente section, une retenue de trois pour cent jusqu'à concurrence du montant de son exemption personnelle au sens du Régime de rentes du Québec, de 1.2% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum de ses gains admissibles au sens dudit Régime, et de 3% sur le reste. »

S.R., c. 14, a. 19, mod.
Réduction.

8. L'article 19 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Toutefois dans le cas d'un fonctionnaire ou employé qui décède après le 1er janvier 1968 et avant l'âge de la pension de vieillesse, cette demi-pension se calcule en faisant la réduction prévue au cas de retraite à raison d'infirmité. »

average Maximum Pensionable Earnings within the meaning of the Quebec Pension Plan for the last three years preceding the superannuation of the officer or employee.

It shall not make the pension less than 2% of the average salary of the officer or employee for the years 1963, 1964 and 1965 per year of service before the 1st of January 1966.»

Restriction.

4. Section 5 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 14, s. 5, replaced.

« **5.** The amount of any pension or half pension other than that contemplated in section 23 shall be increased to nine hundred dollars per year less the basic amount of the general pension as long as the pensioner has not reached statutory old age, or cannot avail himself of the Old Age Assistance Act, the Blind Persons Allowances Act or the Disabled Persons Assistance Act. »

Minimum amount.

5. Section 6 of the said act is repealed.

R.S., c. 14, s. 6, repealed.

6. Section 14 of the said act is repealed.

Id., s. 14, repealed.

7. Section 16 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s. 16, am.

« **16.** Out of the salary of every public officer or employee to whom this division applies, a deduction shall be made of three per cent up to the amount of his personal exemption within the meaning of the Quebec Pension Plan, of 1.2% on the excess up to his maximum pensionable earnings within the meaning of the said Plan, and of 3% on the balance. »

Deduction from salary.

8. Section 19 of the said act is amended by adding the following paragraph:

R.S., c. 14, s. 19, am.

« However, in the case of an officer or employee who dies after the 1st of January 1968 and before he reaches statutory old age, such half pension shall be computed by making the reduction prescribed for the case of superannuation by reason of infirmity. »

Reduction.

S.R., c. 14, a. 22, ab. **9.** L'article 22 de ladite loi est abrogé.

9. Section 22 of the said act is repealed. R.S., c. 14, s. 22, repealed.

Id., a. 24, remp. **10.** L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant :

10. Section 24 of the said act is replaced by the following: Id., s. 24, replaced.

Pension différée. « **24.** Si, après dix ans de service, un fonctionnaire ou employé démissionne, est destitué ou voit sa charge abolie, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante ans ou devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 19, 20 et 21, sinon les retenues sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

« **24.** If, after ten years of service, an officer or employee resigns or is dismissed or if his office is abolished, he shall be entitled to a pension deferred until he reaches the age of sixty years or becomes disabled. If he dies in the meantime, the half pension shall become payable under sections 19, 20 and 21, otherwise the deductions shall then be returned to his children or, failing children, to his legal representatives. Deferred pension.

Exception. Le présent article ne s'applique pas au fonctionnaire qui quitte le service du gouvernement et qui, en vertu du Régime de retraite des enseignants ou par suite d'une entente selon l'article 68, a droit pour fins de pension à ses années de service comme fonctionnaire.»

This section shall not apply to an officer who leaves the service of the government and who, under the Teachers Pension Plan or in consequence of an agreement under section 68, is entitled for pension purposes to his years of service as a public officer." Exception.

S.R., c. 14, a. 26, remp. **11.** L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant :

11. Section 26 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 14, s. 26, replaced.

Age de la retraite obligatoire. « **26.** Lorsqu'un fonctionnaire ou employé atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire ou employé public à continuer l'exercice de ses fonctions.»

« **26.** When an officer or employee reaches compulsory superannuation age, his duties shall cease *pleno jure* and a pension shall become payable to him. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, from year to year, authorize any public officer or employee to continue to perform his duties." Compulsory superannuation age.

S.R., c. 14, a. 28, remp. **12.** L'article 28 de ladite loi est remplacé par le suivant :

12. Section 28 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 14, s. 28, replaced.

Incessibilité et insaisissabilité. « **28.** La pension, la demi-pension, la pension différée et les remboursements sont incessibles et insaisissables.»

« **28.** The pension, half pension, deferred pension and reimbursements shall be neither transferable nor subject to seizure." Unseizable, etc.

S.R., c. 14, a. 30, remp. **13.** L'article 30 de ladite loi est remplacé par le suivant :

13. Section 30 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 14, s. 30, replaced.

Refus, etc., de remplir devoirs. « **30.** Si ce fonctionnaire ou employé refuse ou néglige de remplir les devoirs de l'emploi qui lui est offert, il perd droit à toute pension autre que la pension différée en vertu de l'article 24.»

« **30.** If such public officer or employee refuses or neglects to discharge the duties of the office so offered, he shall lose the right to any pension other than the deferred pension under section 24." Refusal to discharge duties.

S.R., c. 14, a. 33, mod. **14.** L'article 33 de ladite loi est modifié en retranchant dans l'avant-dernière ligne les mot et chiffre « de 3% ».

Id., a. 44, mod. **15.** L'article 44 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Restriction. « Cependant, elle ne s'applique à un fonctionnaire ou employé nommé après le 1er janvier 1966 qu'à partir du mois qui suit son dix-huitième anniversaire. »

S.R., c. 14, a. 45, mod. **16.** L'article 45 de ladite loi est modifié:

a) en insérant dans la dernière ligne du paragraphe 2°, après le mot « ministre », les mots « , le surintendant des assurances »;

b) en ajoutant au paragraphe 5° les sous-paragraphe suivants:

« m) de la Régie des rentes du Québec;

« n) de la Régie des eaux du Québec; »

c) en ajoutant au paragraphe 6° ce qui suit: « le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec; le président de la Société québécoise d'exploration minière; »

d) en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

« 10° l'administrateur de la municipalité de la Côte-Nord du golfe Saint-Laurent et les employés du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales. »

Id., a. 46, mod. **17.** L'article 46 de ladite loi est modifié en ajoutant le mot « ; ou » et le sous-paragraphe suivant:

« d) qui a atteint l'âge de la retraite obligatoire. »

Id., a. 47, remp. **18.** L'article 47 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Base de la pension. « **47.** La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les cinq années les mieux rémunérées de son service ou pour chacune de ses années de service s'il en a moins de cinq.

Calcul. Elle est fixée à 2% de ce traitement moyen par année de service.

Années ajoutées. Sauf pour la pension différée prévue à l'article 60, il est ajouté, pour les fins de l'alinéa précédent, dix ans au nombre

14. Section 33 of the said act is amended by striking out the words "of three per cent" in the last line.

15. Section 44 of the said act is amended by adding the following paragraph:

"Nevertheless, it shall not apply to an officer or employee appointed after the 1st of January 1966, until the month following his eighteenth birthday."

16. Section 45 of the said act is amended:

(a) by inserting after the word "Minister" in the fourth line of paragraph 2 the words " , the Superintendent of Insurance";

(b) by adding to paragraph 5 the following sub-paragraphs:

"(m) the Quebec Pension Board;

"(n) the Quebec Water Board;"

(c) by adding to paragraph 6 the following: "the chairman of the Quebec Deposit and Investment Fund; the president of the Quebec Mining Exploration Company;"

(d) by adding after paragraph 9 the following:

"(10) the manager of the municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence and the employees of the *Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales*."

17. Section 46 of the said act is amended by adding the word " ; or" and the following paragraph:

"(d) who has reached compulsory superannuation age."

18. Section 47 of the said act is replaced by the following:

"**47.** The pension shall be based upon the average salary of the officer during the five highest-paid years of his service or during each of his years of service if there are less than five.

It shall be fixed at 2% of such average salary per year of service.

Save in the case of a deferred pension contemplated by section 60, ten years shall be added, for the purposes of the

d'années de service des fonctionnaires visés aux paragraphes 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 45.

Maximum. Pour le calcul de la pension, il n'est pas tenu compte de plus de trente-cinq ans de service.

Réduction. A compter du mois qui suit la retraite du fonctionnaire à raison d'infirmité ou le jour où il a atteint l'âge de la pension de vieillesse, la pension est réduite de 0.7% du traitement moyen par année de service postérieure au 1er janvier 1966 mais antérieure à cet âge.

Exceptions. Cette réduction ne s'applique pas aux membres de la Sûreté provinciale ni aux fonctionnaires mis à la retraite en 1966 ou mis à la retraite à raison d'infirmité avant le 1er janvier 1970.

Calcul. Elle ne se calcule pas sur la partie du traitement moyen qui excède la moyenne du maximum des gains admissibles au sens du Régime de rentes du Québec pour les cinq années les mieux rémunérées qui ont précédé la retraite du fonctionnaire.

Restriction. Elle ne doit pas rendre la pension inférieure à 2% du traitement moyen du fonctionnaire pour les cinq années les mieux rémunérées de son service avant le 1er janvier 1966 par année de service avant cette date.»

S.R., c. 14, a. 49, remp. **19.** L'article 49 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Minimum accordé. « **49.** Le montant de toute pension ou demi-pension accordée après dix années de service, sauf celle qui est prévue à l'article 61, est porté à neuf cents dollars par année déduction faite du montant initial de la rente universelle tant que le titulaire n'a pas atteint l'âge de la pension de vieillesse, ou ne peut profiter de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'aide aux invalides. »

S.R., c. 14, a. 52, remp. **20.** L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Retenue sur traitement. « **52.** Il est fait sur le traitement de tout fonctionnaire une retenue de 5% jusqu'à concurrence du montant de son exemption personnelle au sens du Régime de rentes du Québec, de 3.2% sur l'excé-

preceding paragraph, to the number of years of service of the officers contemplated by paragraphs 2, 4, 5 and 6 of section 45.

In computing the pension, not more than thirty-five years of service shall be counted.

From the month following the superannuation of the officer by reason of infirmity or the day on which he has reached statutory old age, the pension shall be reduced by 0.7% of the average salary per year of service after the 1st of January 1966 but prior to such age.

Such reduction shall not apply to the members of the Provincial Police Force or to officers superannuated in 1966 or superannuated by reason of infirmity before the 1st of January 1970.

It shall not be computed on that portion of the average salary which exceeds the average Maximum Pensionable Earnings within the meaning of the Quebec Pension Plan for the five highest-paid years preceding the superannuation of the officer.

It shall not make the pension less than 2% of the average salary of the officer for the five highest-paid years of his service before the 1st of January 1966 per year of service before such date."

19. Section 49 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 14, s. 49, replaced.

« **49.** The amount of any pension or half pension granted after ten years of service, other than that contemplated in section 61, shall be increased to nine hundred dollars per year less the basic amount of the general pension, as long as the pensioner has not reached statutory old age or cannot avail himself of the Old Age Assistance Act, the Blind Persons Allowances Act or the Disabled Persons Assistance Act." Minimum amount.

20. Section 52 of the said act is replaced by the following: R.S., c. 14, s. 52, replaced.

« **52.** Out of the salary of every officer, a deduction of five per cent shall be made up to the amount of his personal exemption within the meaning of the Quebec Pension Plan, of 3.2% on the excess up to Deduction from salary.

dent jusqu'à concurrence du maximum de ses gains admissibles au sens dudit Régime, et de 5% sur le reste.

Mode. Cette retenue est effectuée sur chaque versement du traitement et versée mensuellement au fonds consolidé du revenu.»

S.R., c. 14, a. 53, mod. **21.** L'article 53 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Retenues créditées. « **53.** Les retenues faites sur les traitements des fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum, de la Régie des alcools du Québec, de la Régie des rentes du Québec et de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont versées au ministre des finances et portées au crédit de ces commissions et régies respectivement, dans un compte spécial tenu pour chacune d'elles. Ces fonds répondent du paiement des pensions et des remboursements dus aux fonctionnaires et employés de chacun de ces organismes. »

S.R., c. 14, a. 56, mod. **22.** L'article 56 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Réduction. « Toutefois, dans le cas d'un fonctionnaire qui décède après le 1er janvier 1968 et avant l'âge de la pension de vieillesse, cette demi-pension se calcule en faisant la réduction prévue au cas de retraite à raison d'infirmité. »

S.R., c. 14, a. 59, ab. **23.** L'article 59 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 61, remp. **24.** L'article 61 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pension différée. « **61.** Si, après dix ans de service, un fonctionnaire démissionne, est destitué ou voit sa charge abolie, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, ou jusqu'à ce qu'il devienne invalide. S'il décède dans l'intervalle, la demi-pension devient payable en vertu des articles 56 et 57, sinon les retenues

his Maximum Pensionable Earnings within the meaning of the said Plan, and of 5% on the balance.

Such deduction shall be made out of each salary payment and shall be paid monthly into the consolidated revenue fund. »

R.S., c. 14, s. 53, am. **21.** Section 53 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Deductions credited. « **53.** The deductions made out of the salary of the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission, of the Quebec Liquor Board, of the Quebec Pension Board and of the Quebec Deposit and Investment Fund shall be paid to the Minister of Finance and credited to such commissions and boards respectively, in a special account maintained for each. Such funds shall guarantee the payment of the pensions and refunds due to the officers and employees of each of such bodies. »

R.S., c. 14, s. 56, am. **22.** Section 56 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Reduction. « Nevertheless, in the case of an officer who dies after the 1st of January 1968 and before he reaches statutory old age, such half pension shall be computed by making the reduction prescribed for the case of superannuation by reason of infirmity. »

R.S., c. 14, s. 59, repealed. **23.** Section 59 of the said act is repealed.

Id., s. 61, replaced. **24.** Section 61 of the said act is replaced by the following:

Deferred pension. « **61.** If, after ten years of service, an officer resigns or is dismissed or if his office is abolished, he shall be entitled to a pension deferred until he reaches the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, or until he becomes disabled. If he dies in the meantime, the half pension shall become payable under sections 56 and 57, otherwise the deductions shall then be returned to

sont alors remises à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas au fonctionnaire qui quitte le service du gouvernement et qui, en vertu du Régime de retraite des enseignants ou par suite d'une entente selon l'article 68, a droit pour fins de pension à ses années de service comme fonctionnaire.»

S.R., c. 14, a. 62, mod.

25. L'article 62 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Idem.

« Le fonctionnaire qui démissionne ou est destitué après le 1er janvier 1966 ne peut, après une nouvelle nomination, faire compter les années de service antérieures. »

S.R., c. 14, a. 63, mod.

26. L'article 63 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

État annuel.

« Toutefois, si les pensions et les remboursements dus aux fonctionnaires et employés de la Commission des accidents du travail de Québec, de la Commission du salaire minimum, de la Régie des alcools du Québec, de la Régie des rentes du Québec et de la Caisse de dépôt et placement du Québec ne peuvent pas être entièrement acquittés à même les fonds visés au premier alinéa de l'article 53, ces organismes doivent, sur présentation d'un état annuel, acquitter le solde de ces pensions et remboursements. »

S.R., c. 14, aa. 64 et 65, remp.

Retraite obligatoire.

27. Les articles 64 et 65 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

Idem.

« **64.** La retraite est obligatoire pour tout fonctionnaire à qui la pension est offerte, dans les cas prévus à l'article 46. Lorsqu'un fonctionnaire atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit et la pension lui devient payable. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, d'année en année, autoriser tout fonctionnaire à continuer l'exercice de ses fonctions.

Exception.

De plus, un fonctionnaire nommé entre le 9 décembre 1960 et le 29 juillet 1965, alors qu'il était âgé de 57 ans ou plus, n'est pas obligé par le présent article de quitter son service jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-dix ans ou com-

his children or, failing children, to his legal representatives.

This section shall not apply to an officer who leaves the service of the government and who, under the Teachers Pension Plan or in consequence of an agreement under section 68, is entitled for pension purposes to his years of service as a public officer."

Exception.

25. Section 62 of the said act is amended by adding the following paragraph:

R.S., c. 14, s. 62, am.

"Any officer who resigns or is dismissed after the 1st of January 1966 may not, after a new appointment, have his former years of service counted."

Idem.

26. Section 63 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

R.S., c. 14, s. 63, am.

"Nevertheless, if the pensions and refunds due to the officers and employees of the Quebec Workmen's Compensation Commission, of the Minimum Wage Commission, of the Quebec Liquor Board, of the Quebec Pension Board and of the Quebec Deposit and Investment Fund cannot be fully met from the funds contemplated in the first paragraph of section 53, such bodies shall, on presentation of an annual statement, pay the balance of such pensions and refunds."

Annual statement.

27. Sections 64 and 65 of the said act are replaced by the following:

R.S., c. 14, ss. 64, 65, replaced.

"**64.** Superannuation shall be compulsory for any public officer to whom a pension is offered, in the cases provided for in section 46.

Compulsory superannuation.

When an officer reaches compulsory superannuation age, his duties shall cease *pleno jure* and a pension shall become payable to him. Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, from year to year, authorize any public officer to continue to perform his duties.

Idem.

Moreover, an officer appointed between the 9th of December 1960 and the 29th of July 1965, when he was 57 or more years of age, shall not be compelled by this section to relinquish his employment until he has reached the age of seventy

Exception.

plété dix années de service avant cet âge.

years or completed ten years of service prior to such age.

Incessibilité et insaisissabilité.

« 65. La pension, la demi-pension, la pension différée et les remboursements sont incessibles et insaisissables. »

“65. The pension, half pension, deferred pension and refunds shall be neither transferable nor subject to seizure.” Pension unseizable, etc.

S.R., c. 14, a. 66, mod.

28. L'article 66 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

28. Section 66 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following :

Effet du refus.

« Si ce fonctionnaire refuse d'accepter l'emploi qui lui est offert, il perd droit à toute pension autre que la pension différée en vertu de l'article 61. »

“If such officer refuses to accept the office so offered, he shall lose the right to any pension other than the deferred pension under section 61.” Effect of refusal.

S.R., c. 14, a. 67, remp.

29. L'article 67 de ladite loi est remplacé par le suivant :

29. Section 67 of the said act is replaced by the following :

Années de service comme enseignant.

« 67. Tout fonctionnaire a droit de faire compter, pour fins de pension, les années de service qu'il a droit de faire compter en vertu du Régime de retraite des enseignants pourvu qu'il n'ait pas reçu de remboursement de ses contributions. »

“67. Every officer shall be entitled, for pension purposes, to have counted the years of service which he is entitled to have counted under the Teachers Pension Plan provided that he has not received any refund of his contributions.” Teacher.

S.R., c. 14, a. 68, remp.

30. L'article 68 de ladite loi est remplacé par le suivant :

30. Section 68 of the said act is replaced by the following :

Autres organismes ayant un régime de retraite.

« 68. Toute personne qui, antérieurement à son entrée au service du gouvernement de la province, a été fonctionnaire d'un gouvernement canadien ou employé d'une corporation ou institution ayant un régime de retraite, peut faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, ses années de service à ce gouvernement, ou à cette corporation ou institution, en se conformant aux conditions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel peut autoriser le ministre des finances à conclure avec tel gouvernement ou telle corporation ou institution une entente à cette fin. »

“68. Any person who, before entering the service of the government of the Province, was an officer of a Canadian government or an employee of a corporation or institution having a pension plan, may have counted for pension purposes, in whole or in part, his years of service with such government, or with such corporation or institution, by complying with the conditions prescribed by the Lieutenant-Governor in Council, who may authorize the Minister of Finance to make with any such government, corporation or institution an agreement for such purpose. » Service with other governments, etc.

Idem.

Cette entente peut également prévoir les versements à faire sur les fonds consolidé du revenu pour les fonctionnaires passant au service de ce gouvernement ou de cette corporation ou institution. »

Such agreement may also provide for payments out of the consolidated revenue fund in respect of officers entering the service of such government, corporation or institution.” Idem.

S.R., c. 14, a. 70, mod.

31. L'article 70 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

31. Section 70 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following :

Paiement.

« Ce montant est, au choix de l'intéressé, payable dans l'année suivant la dite date ou réparti en versements échelonnés »

“Such amount shall, at the option of the interested party, be payable within one year following the said date, or ap- Payment.

sur le nombre d'années fixé à l'annexe A. Ces versements sont déduits du paiement du traitement de la même manière que la retenue et si la pension ou la demi-pension devient payable avant qu'ils aient tous été acquittés, ils en sont déduits. »

portioned in payments spread over the number of years fixed in schedule A. Such payments shall be deducted from the salary payments in the same manner as the deduction and if the pension or half pension becomes payable before they have all been paid, they shall be deducted therefrom."

S.R., c.
14, s. 71,
mod.

32. L'article 71 de ladite loi est modifié:

32. Section 71 of the said act is amended: R.S., c.
14, s. 71,
am.

a) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

(a) by replacing the third paragraph by the following:

Montant
payable.

« Le fonctionnaire doit de plus verser au fonds consolidé du revenu, en la manière déterminée au deuxième alinéa de l'article 70, un montant égal aux retenues qui auraient dû être effectuées sur son traitement si la présente loi lui avait alors été applicable. »;

"Such officer must, moreover, pay into the consolidated revenue fund, in the manner determined by the second paragraph of section 70, an amount equal to the deductions which would have been made from his salary if this act had been applicable to him at that time.";

b) en retranchant les deux derniers alinéas.

(b) by striking out the last two paragraphs.

S.R., c.
14, aa. 76
à 86, aj.

33. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 75, les sections et articles suivants:

33. The said act is amended by adding, after section 75, the following divisions and sections: R.S., c.
14, ss. 76-
86, ad.

« SECTION III

"DIVISION III

« DU TRANSFERT DE CONTRIBUTIONS

"TRANSFER OF CONTRIBUTIONS

Interpré-
tation.

« **76.** Dans la présente section, le mot « fonctionnaire » désigne toutes les personnes auxquelles elle s'applique.

« **76.** In this division, the word "officer" means every person to whom this division applies. Interpretation.

Appli-
cation.

« **77.** La présente section s'applique à toute personne à qui la section II est devenue applicable après le 8 décembre 1960.

« **77.** This division shall apply to every person to whom Division II became applicable after the 8th of December 1960. Application.

Pension
addition-
nelle.

« **78.** Un fonctionnaire peut, dans l'année qui suit la date à laquelle la présente section lui devient applicable, transférer au ministre des finances, à titre de contribution pour la constitution d'une pension additionnelle, un montant provenant de sa participation antérieure à un régime de retraite ou à un régime de participation différée aux bénéfices. L'encaissement de ce montant par le fonctionnaire lui enlève le privilège du transfert.

« **78.** An officer may, within the year following the date on which this division becomes applicable to him, transfer to the Minister of Finance as a contribution towards an additional pension, an amount derived from his former membership in a retirement plan or in a deferred profit-sharing plan. The receipt of such amount by the officer shall deprive him of the right to such transfer. Additional pension.

Paiement.

« **79.** La pension additionnelle devient payable en même temps que la pension en vertu de la section II.

« **79.** The additional pension shall become payable at the same time as the pension under Division II. Payment.

Montant
payable.

« 80. Le montant de la pension additionnelle payable à soixante-cinq ans, ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, à soixante ans, est égal au montant indiqué à l'annexe B, pour une personne de son sexe, en regard de l'âge du fonctionnaire à la date du transfert de sa contribution, multiplié par la proportion que représente cette contribution par rapport à \$1,000.

« 80. The amount of the additional pension payable at the age of sixty-five years or, in the case of a female person, at the age of sixty years, shall be equal to the amount indicated in schedule B opposite the age of the officer on the date of transfer of the contribution for a person of his sex, multiplied by the ratio which such contribution bears to \$1,000.

Réduc-
tion.

Lorsque la pension additionnelle devient payable avant que le fonctionnaire atteigne soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, soixante ans, le montant en est réduit de 0.5% pour chacun des mois qui restent à courir avant cet âge.

When the additional pension becomes payable before the officer reaches the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, the amount thereof shall be reduced by 0.5% for each month remaining before such age is reached.

Augmen-
tation.

Lorsque la pension additionnelle devient payable après que le fonctionnaire a atteint soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, soixante ans, le montant en est augmenté de 0.5% pour chacun des mois courus après cet âge.

When the additional pension becomes payable after the officer has reached the age of sixty-five years or, in the case of a female person, sixty years, the amount thereof shall be increased by 0.5% for each month elapsed after such age.

Disposi-
tions ap-
plicables.

« 81. Les articles 54 à 58 s'appliquent à la pension additionnelle comme si elle était une pension en vertu de la section II.

« 81. Sections 54 to 58 shall apply to the additional pension as if it were a pension under Division II.

Remise du
montant.

« 82. Si, avant qu'une pension, autre qu'une pension différée, lui devienne payable en vertu de la section II, un fonctionnaire démissionne, est destitué, voit sa charge abolie ou est contraint par quelque infirmité corporelle ou mentale de quitter le service, le montant de sa contribution transférée lui est remis sans intérêt.

« 82. If an officer resigns or is dismissed, or if his office is abolished, or if he is compelled, through physical or mental infirmity, to leave the service before a pension, other than a deferred pension, becomes payable to him under Division II, the amount of his transferred contribution shall be returned to him without interest.

Option
pour pen-
sion addi-
tionnelle
différée.

Toutefois, lorsqu'un fonctionnaire a droit à une pension différée en vertu de l'article 61, il lui est loisible, avant le remboursement de sa contribution transférée, d'opter pour une pension additionnelle différée jusqu'au même moment.

Nevertheless, when an officer is entitled to a deferred pension under section 61, he may, before reimbursement of his transferred contribution, elect to take an additional pension deferred until the same time.

Remise du
montant.

« 83. Si le fonctionnaire décède avant qu'une pension additionnelle lui ait été accordée sans qu'une demi-pension additionnelle devienne payable, le montant de sa contribution transférée est remis à sa veuve ou, à défaut, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

« 83. If the officer dies before an additional pension has been granted him and an additional half pension does not become payable, the amount of his transferred contribution shall be returned to his widow or, if he leaves no widow, to his children or, failing children, to his legal representatives.

Restric-
tion.

« 84. La contribution transférée ne peut être remboursée que dans les cas mentionnés aux articles 82 et 83.

« 84. No transferred contribution shall be reimbursed except in the cases mentioned in sections 82 and 83.

Incessibi-
lité et in-
saisissabi-
lité.

« **85.** La pension additionnelle, la demi-pension additionnelle, la pension additionnelle différée et les remboursements sont incessibles et insaisissables.

« **85.** The additional pension, the additional half pension, the deferred additional pension and the refunds shall be neither transferable nor subject to seizure.

Pension
unseiz-
able, etc.

« SECTION IV

« DÉFINITIONS

Interpré-
tation:
« âge de
retraite
obligato-
ire »;

« **86.** Dans la présente loi:
a) « âge de la retraite obligatoire » signifie:

- 1° en 1966 et 1967, soixante-dix ans;
- 2° en 1968 et 1969, soixante-neuf ans;
- 3° en 1970 et 1971, soixante-huit ans;
- 4° en 1972 et 1973, soixante-sept ans;
- 5° en 1974 et 1975, soixante-six ans;
- 6° en 1976 et par la suite, soixante-cinq ans;

« âge de la
pension de
vieilles-
se »;

b) « âge de la pension de vieillesse » signifie:

- 1° en 1965, soixante-dix ans;
- 2° en 1966, soixante-neuf ans;
- 3° en 1967, soixante-huit ans;
- 4° en 1968, soixante-sept ans;
- 5° en 1969, soixante-six ans;
- 6° en 1970 et par la suite, soixante-cinq ans;

« rente
universelle ».

c) « rente universelle » désigne une rente payable en vertu du Régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent au sens de cette loi. »

S.R., c.
14, an-
nexe mod.

« **34.** L'annexe de ladite loi devient l'annexe A et est, de plus, modifiée en remplaçant, dans le titre et le premier alinéa, les chiffres « 68 » par les chiffres « 70 ».

Id., an-
nexe B. aj.

« **35.** Ladite loi est modifiée en ajoutant l'annexe suivante:

« ANNEXE B

Pension additionnelle constituée par une contribution transférée de \$1,000 (article 80).

| Age | PENSION ADDITIONNELLE | |
|-----|-----------------------|--------|
| | Hommes | Femmes |
| 18 | 552.81 | 456.92 |
| 19 | 534.04 | 440.07 |
| 20 | 515.79 | 423.58 |
| 21 | 498.07 | 407.55 |
| 22 | 480.90 | 392.05 |
| 23 | 464.27 | 377.10 |
| 24 | 448.21 | 362.72 |

« DIVISION IV

« DÉFINITIONS

« **86.** In this act:

(a) "compulsory superannuation age" means:

- (1) in 1966 and 1967, seventy years;
- (2) in 1968 and 1969, sixty-nine years;
- (3) in 1970 and 1971, sixty-eight years;
- (4) in 1972 and 1973, sixty-seven years;
- (5) in 1974 and 1975, sixty-six years;
- (6) in 1976 and thereafter, sixty-five years;

(b) "statutory old age" means:

- (1) in 1965, seventy years;
- (2) in 1966, sixty-nine years;
- (3) in 1967, sixty-eight years;
- (4) in 1968, sixty-seven years;
- (5) in 1969, sixty-six years;
- (6) in 1970 and thereafter, sixty-five years;

(c) "general pension" means a pension payable under the Quebec Pension Plan or any similar plan within the meaning of such act."

Meaning:
"compul-
sory su-
perannua-
tion age";

"statuto-
ry old
age";

"general
pension".

« **34.** The schedule to the said act shall become schedule A and also is amended by replacing the figures "68" in the title and in the first paragraph by the figures "70".

R.S., c.
14, sch.,
am.

« **35.** The said act is amended by adding thereto the following schedule:

Id. sch.,
B. ad.

« SCHEDULE B

Additional pension constituted by a transferred contribution of \$1,000 (section 80).

| Age | ADDITIONAL PENSION | |
|-----|--------------------|--------|
| | Men | Women |
| 18 | 552.81 | 456.92 |
| 19 | 534.04 | 440.07 |
| 20 | 515.79 | 423.58 |
| 21 | 498.07 | 407.55 |
| 22 | 480.90 | 392.05 |
| 23 | 464.27 | 377.10 |
| 24 | 448.21 | 362.72 |

| <i>Age</i> | <i>Hommes</i> | <i>Femmes</i> | <i>Age</i> | <i>Men</i> | <i>Women</i> |
|------------|---------------|---------------|------------|------------|--------------|
| 25 | 432.71 | 348.91 | 25 | 432.71 | 348.91 |
| 26 | 417.79 | 335.65 | 26 | 417.79 | 335.65 |
| 27 | 403.44 | 322.95 | 27 | 403.44 | 322.95 |
| 28 | 389.69 | 310.80 | 28 | 389.69 | 310.80 |
| 29 | 376.66 | 299.20 | 29 | 376.66 | 299.20 |
| 30 | 364.26 | 288.13 | 30 | 364.26 | 288.13 |
| 31 | 352.41 | 277.57 | 31 | 352.41 | 277.57 |
| 32 | 341.03 | 267.42 | 32 | 341.03 | 267.42 |
| 33 | 330.07 | 257.64 | 33 | 330.07 | 257.64 |
| 34 | 319.44 | 248.22 | 34 | 319.44 | 248.22 |
| 35 | 309.17 | 239.14 | 35 | 309.17 | 239.14 |
| 36 | 299.35 | 230.39 | 36 | 299.35 | 230.39 |
| 37 | 290.03 | 221.93 | 37 | 290.03 | 221.93 |
| 38 | 281.28 | 213.77 | 38 | 281.28 | 213.77 |
| 39 | 273.17 | 205.86 | 39 | 273.17 | 205.86 |
| 40 | 265.59 | 198.18 | 40 | 265.59 | 198.18 |
| 41 | 258.36 | 190.78 | 41 | 258.36 | 190.78 |
| 42 | 251.28 | 183.70 | 42 | 251.28 | 183.70 |
| 43 | 244.18 | 176.99 | 43 | 244.18 | 176.99 |
| 44 | 236.87 | 170.65 | 44 | 236.87 | 170.65 |
| 45 | 229.47 | 164.62 | 45 | 229.47 | 164.62 |
| 46 | 222.21 | 158.79 | 46 | 222.21 | 158.79 |
| 47 | 215.33 | 152.99 | 47 | 215.33 | 152.99 |
| 48 | 209.06 | 147.11 | 48 | 209.06 | 147.11 |
| 49 | 203.58 | 141.11 | 49 | 203.58 | 141.11 |
| 50 | 198.64 | 135.03 | 50 | 198.64 | 135.03 |
| 51 | 193.78 | 128.87 | 51 | 193.78 | 128.87 |
| 52 | 188.56 | 122.66 | 52 | 188.56 | 122.66 |
| 53 | 182.54 | 116.37 | 53 | 182.54 | 116.37 |
| 54 | 175.38 | 110.01 | 54 | 175.38 | 110.01 |
| 55 | 167.58 | 103.64 | 55 | 167.58 | 103.64 |
| 56 | 159.27 | 97.35 | 56 | 159.27 | 97.35 |
| 57 | 150.62 | 91.37 | 57 | 150.62 | 91.37 |
| 58 | 141.77 | 85.99 | 58 | 141.77 | 85.99 |
| 59 | 132.86 | 80.34 | 59 | 132.86 | 80.34 |
| 60 | 124.04 | | 60 | 124.04 | |
| 61 | 115.47 | | 61 | 115.47 | |
| 62 | 107.27 | | 62 | 107.27 | |
| 63 | 99.61 | | 63 | 99.61 | |
| 64 | 92.46 » | | 64 | 92.46'' | |

Entrée en
vigueur.

36. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1966 à l'exception des articles 1, 6, 9, 16, 21, 23, 26 et 33 qui entrent en vigueur le jour de sa sanction.

36. This act shall come into force on the 1st of January 1966, except sections 1, 6, 9, 16, 21, 23, 26 and 33 which shall come into force on the day of its sanction.